



PROCES-VERBAL CONSEIL MUNICIPAL DU 5 JUILLET 2023

L'an deux-mille-vingt-trois le cinq juillet à 18 heures, le Conseil Municipal de Montpon-Ménestérol dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Rozenn ROUILLER, Maire.

Date de convocation du Conseil municipal : 28 juin 2023

Conseillers en exercice : 29/ Conseillers présents : 21/ Conseillers votants : 28 (7 pouvoirs)/

ETAIENT PRESENTS : Mme Rozenn ROUILLER, Maire, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD-MASSE, MM. Jean-Paul LOTTERIE, Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Adjoints, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Mme Laurence LAGOUBIE, MM. Franck SALAT, Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, M. Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

VOTES PAR PROCURATION : Mme Geneviève AUXERRE à Mme Rozenn ROUILLER, Mme Monique VERT à Mme Séverine GOULARD-MASSE, Mme Josette CABROL à M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Fatima BOUTERFAS à M. Jean-Paul LOTTERIE, M. Bastien LEDOUX à M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD à Mme Laurence LAGOUBIE, M. Jean-Luc ROUSSEAU à Mme Josiane DUHARD.

ETAIENT EXCUSES/ABSENTS : Mmes Geneviève AUXERRE, Monique VERT, Josette CABROL, M. Philippe VERDUN, Mme Fatima BOUTERFAS, M. Bastien LEDOUX, Mme Céline BERNARD, M. Jean-Luc ROUSSEAU.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Anthony WILLIAMS

ORDRE DU JOUR

- Création de poste suite à une promotion interne
- Suppressions de postes suite aux avancements de grades 2023
- Dispositif de recueil des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes – Centre de Gestion de la Dordogne
- Mise en œuvre du temps partiel
- Conventions de nettoyage Passage Gambetta
- Convention ATD Place Gambetta
- Vente d'un bien immobilier communal - Appartement Rue Verdun
- Adoption de l'instruction M57
- Budget Principal – Apurement du compte 1069 – Passage à la nomenclature M57
- Budget principal – Décision modificative n° 3

- Participation à la politique tarifaire du dispositif d'éducation aux images « Passeurs d'images » 2023
- Bibliothèque municipale – Modification des tarifs
- Adhésion aux services de l'ATD24 – Applications métiers et Bureau Virtuel

Le quorum étant atteint, Madame la Maire ouvre la séance.

● **Approbation du compte-rendu du Conseil municipal du 12 juin 2023**

Madame la Maire soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du précédent Conseil municipal. Celui-ci est adopté sous réserve des modifications ci-dessous.

Observations :

M. Marzat : Je voudrais que soit rajouter page 11 :

- *Ajouter « antibiotiques » aux polluants perpétuels*
- *Signaler « on verra les problèmes d'ici peu de temps autour de nous » ;*
- *La mise en place il y a soixante ans de syndicats comme le bassin de l'Adour, ce qui était avant n'est plus d'actualités maintenant*
- *Les entreprises/sociétés faisaient un peu n'importe quoi à l'époque, aujourd'hui la tendance c'est plutôt verser des dividendes*
- *Préciser « les eaux de ruissellement sont pourries. »*

M. Chazeau : On aurait pu nous annoncer la remise de médaille de la Ville avant le Conseil. Nous n'en avons pas été informé.

Mme Rouiller : C'est entendu, on communiquera la prochaine fois.

96- Création de poste suite à une promotion interne

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Monsieur Deyssard informe l'assemblée que suite à une promotion interne, il convient de créer le nouvel emploi suivant :

Agent de maîtrise - Durée de travail hebdomadaire 35 H 00

Il précise qu'après publicité, la présente décision prendra effet à compter du 01/09/2023.

Observations :

Mme Duhard : La dernière fois elle y était cette délibération ?

Mme Rouiller : Non c'est une autre délibération. La dernière fois c'était pour un poste administratif.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve la création de ce nouvel emploi ;
- Autorise Madame la Maire à signer toutes les pièces se rapportant à cette décision.

97- Suppressions de postes suite aux avancements de grades 2023

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Monsieur Deyssard explique que, dans le cadre des avancements de grades pour l'année 2023, il est nécessaire de supprimer les postes d'origine présentés dans le tableau ci-dessous :

Postes supprimés			Date d'effet
Intitulé	Quotité	Nombre	
Adjoint technique territorial	35 H.	1	1 ^{er} août 2023
Chef de service de la Police Municipale principal 2 ^{ème} classe	35 H.	1	1 ^{er} août 2023

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 26 juin 2023 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Adopte les modifications ainsi proposées ;
- Autorise Madame la Maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

98- Dispositif de recueil des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes – Centre de Gestion de la Dordogne

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Monsieur Deyssard expose que :

Conformément aux mesures réglementaires, le dispositif permet de :

- Recueillir les signalements effectués par les agents des collectivités ayant adhéré à la prestation proposée par le CDG 24,
- Orienter ces agents vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien,
- Orienter ces agents vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée et assurer le traitement des faits signalés.

Ce dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes est ouvert aux agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements, parmi :

- L'ensemble des personnels de la collectivité concernée (stagiaires, titulaires, contractuels, apprentis, bénévoles, etc.) ;
- Les élèves ou étudiants en stage ;
- Les personnels d'entreprises extérieures intervenant au sein de la collectivité ;
- Les agents ayant quitté les services (retraite, démission) depuis moins de six mois ;
- Les candidats à un recrutement dont la procédure a pris fin depuis trois mois maximums ;
- Les usagers du service public le cas échéant.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation hiérarchique entre l'auteur présumé des faits et la victime. L'auteur peut être donc un collègue, un formateur, un prestataire ou un usager du service.

Le témoin doit recueillir l'accord préalable de la victime pour communiquer les faits et les potentiels éléments de preuve, permettant d'étayer le signalement.

A chaque étape, le CDG 24 garantit la stricte confidentialité de la procédure, sa neutralité et son impartialité.

En effet, le référent « signalements » est soumis aux obligations suivantes :

- Indépendance : absence de directive extérieure quant au traitement du signalement,
- Neutralité : entre victime et auteur des faits,
- Impartialité : absence de conflits d'intérêts,
- Loyauté : pas de conseil ou de représentation de l'une des parties,
- Discrétion et secret professionnels.

Ce dispositif respecte la politique du CDG 24 concernant la protection des données personnelles (RGPD). Les informations détenues par le CDG 24 sont limitées au strict nécessaire.

Enfin, seules les personnes habilitées au titre de leurs missions ou de leurs fonctions accèdent aux données à caractère personnel traitées.

Le CDG 24 a passé une convention avec le CDG 33 afin que ce dernier procède à la réception des saisines et l'examen de leur recevabilité.

Le CDG 33 transmet ensuite les signalements recevables au référent « signalements » désigné par le Président du CDG 24.

Vu l'article 26-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 26 juin 2023 ;

Considérant que les collectivités et établissements publics doivent mettre en œuvre un dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes ;

Considérant que depuis le 1er avril 2023, les collectivités de la Dordogne peuvent confier la gestion de ce dispositif au CDG 24 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Confie la gestion de ce dispositif au Centre de Gestion de la Dordogne ;
- Autorise Madame la Maire ou son adjoint délégué à signer tout document permettant la mise en œuvre de ce dispositif.

99- Mise en œuvre du temps partiel

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et notamment les articles 60 à 60 quater,

Vu l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels,

Vu le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2020-467 du 22 avril 2020 relatif aux conditions d'aménagement d'un temps partiel annualisé pour les agents publics à l'occasion de la naissance ou de l'accueil d'un enfant,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 26 Juin 2023 ;

ARTICLE 1 :

Monsieur Deyssard rappelle à l'assemblée que le temps partiel constitue une possibilité d'aménagement du temps de travail pour les agents publics et que, conformément à l'article 60 de la loi du 26 janvier 1984, les modalités d'exercice du travail à temps partiel sont fixées par l'organe délibérant, après avis du comité social territorial.

Le temps partiel s'adresse aux fonctionnaires titulaires et stagiaires occupant un poste à temps complet ainsi qu'aux agents non titulaires employés à temps complet et de manière continue depuis plus d'un an.

Il peut également s'adresser aux agents titulaires à temps non complet lorsque son octroi est de droit.

Il peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel sous réserve de l'intérêt du service.

Le temps partiel est suspendu pendant le congé de maternité, d'adoption et paternité (ou une session de formation incompatible avec l'exercice d'un temps partiel).

Le temps partiel sur autorisation (quotité comprise entre 50 et 99 %) : L'autorisation qui ne peut être inférieure au mi-temps est accordée sur demande des intéressés, sous réserve des nécessités du service.

Le temps partiel de droit (quotités de 50, 60, 70 ou 80 %) : Le temps partiel de droit est accordé :

- à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant (jusqu'à son 3^{ème} anniversaire ou jusqu'au 3^{ème} anniversaire de son arrivée au foyer en cas d'adoption),
- pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave,
- aux personnes visées à l'article L. 5212-13 du Code du travail (1°, 2°, 3°, 4°, 9, 10° et 11), après avis du médecin de prévention.

Le temps partiel de droit est accordé sur demande des intéressés, dès lors que les conditions d'octroi sont remplies.

Les agents qui demandent à accomplir un temps partiel de droit pour raisons familiales devront présenter les justificatifs afférents aux motifs de leur demande.

ARTICLE 2 :

Monsieur Deyssard propose à l'assemblée d'instituer le temps partiel et d'en fixer les modalités d'application :

- Le temps partiel peut être organisé dans le cadre hebdomadaire (sauf en ce qui concerne le temps partiel thérapeutique qui peut également s'envisager quotidiennement),
- Les quotités du temps partiel sont fixées à 50 à 90 % de la durée hebdomadaire du service exercé par les agents du même grade à temps plein,
- Les demandes devront être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée (pour la première demande), et dans le cas de temps partiel de droit pour raisons familiales accompagnées des justificatifs afférents aux motifs de leur demande.
- Les demandes de modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours de période, pourront intervenir :
 - à la demande des intéressés dans un délai de 2 mois avant la date de modification souhaitée,
 - à la demande de la Maire, si les nécessités du service, et notamment une obligation impérieuse de continuité de service, le justifient.
- La durée des autorisations sera de 1 an.
- La réintégration à temps plein peut intervenir avant l'expiration de la période en cours, sur demande des intéressés, présentée au moins 2 mois avant la date souhaitée. Elle peut intervenir sans délai en cas de motif grave, notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement dans la situation familiale,
- Les fonctionnaires stagiaires dont le statut prévoit l'accomplissement d'une période de stage dans un établissement de formation ou dont le stage comporte un enseignement professionnel (administrateurs territoriaux, conservateurs territoriaux du patrimoine et des bibliothèques) ne peuvent être autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel pendant la durée du stage.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide d'instituer le temps partiel pour les agents de la collectivité selon les modalités exposées ;
- Dit que ces règles s'appliqueront à compter du 1^{er} septembre 2023 et qu'elles s'appliquent aux fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi qu'aux contractuels de droit public employés depuis plus d'un an ;
- Précise qu'il appartiendra à l'autorité territoriale d'accorder les autorisations individuelles, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services, dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et de la présente délibération.

Observations :

M. Chazeau : On clôture donc sur la partie Ressources Humaines mais il me semble que le mois dernier nous avons enlevé « la mise en œuvre du télétravail », discuté en CST dernièrement. Pourquoi pas n'est-elle pas à l'ordre du jour aujourd'hui ?

Mme Rouiller : Car le CST a donné un avis défavorable sur le sujet. Donc je suis leur avis. Pour moi c'était une avancée sociale que j'ai voulu proposer au CST pour les agents et un facteur d'attractivité pour la collectivité, je n'y voyais que du positif, mais il n'est pas à l'ordre du jour, le syndicat n'ayant pas validé ce point. Je suis très respectueuse de l'avis du CST donc ce point n'est pas proposé aujourd'hui.

100- Conventions de nettoyage passage Gambetta**Rapporteur : M. Gérard HAERRIG**

Monsieur Haerrig expose que de nombreux usagers sont accommodés par des nuisances olfactives dans le passage de la place Gambetta/rue Thiers.

Afin de permettre une intervention visant à faire l'application d'un produit adapté, sur le bas des murs de la façade du passage situé entre la place Gambetta et la rue Thiers de l'immeuble cadastré section AC n°311, 312, 313 par du personnel habilité de la commune de Montpon-Ménestérol sous la responsabilité et aux frais de celle-ci, il convient de passer des conventions avec les différents propriétaires.

Cela permettra de nettoyer les traces d'urine, mais aussi et surtout d'en enlever l'odeur, pour un extérieur sain et agréable à vivre pour tout le monde.

Observations :

M. Chazeau : Si on passe des conventions, c'est que ce passage est privé ?

Mme Rouiller : Les murs sont privés mais le sol est public.

M. Chazeau : Mais le passage est public ? Cela m'a escagassé que le passage soit privé mais nettoyé par le public. Je comprends mieux la démarche. Ceci dit c'est récurrent comme affaire. Est-ce qu'on ne pourrait pas trouver une solution pérenne afin d'éviter tous ces désagréments ? Je m'explique. Pourquoi on ne le fermerait pas ? Est-ce qu'on a un compteur pour compter les utilisateurs ?

M. Salat : Il y a surtout du trafic à cet endroit.

M. Chazeau : C'est un coupe gorge, est-ce qu'il ne serait pas plus judicieux pour empêcher ces désagréments olfactifs et de trafic de condamner l'accès ?

Mme Rouiller : Ce passage sera situé en face de la traverse de l'îlot de l'Ormière. Il y a une cohérence à le conserver dans les projets envisagés.

M. Chazeau : Le répulsif n'empêchera pas un humain d'y aller uriner. C'est surtout au niveau sécuritaire, il faut se rendre compte que ce passage n'est pas simple et même nettoyé et en continuité d'un autre on aura toujours le même niveau de sécurité.

M. Salat : C'était la même question, cela semble compliqué de ne pas le faire.

M. Chazeau : Si c'est public on nettoie, mais c'est ce qu'il entraîne comme autres nuisances. C'est pour la paix de tous. Certaines personnes n'y passeraient pas, de jour comme de nuit.

M. Haerrig : Moi j'y passe mais peut-être pas à la bonne heure ! Il existe, c'est une continuité pour les autres projets. Il faut peut-être plus le sécuriser mais il peut être utile malgré tout. Cela ne va pas être de gros frais. L'intérêt c'est d'au moins tester le produit pour avoir aussi moins d'odeur, notamment le mercredi matin sur le marché.

M. Moze : Ce passage est difficile à fermer car il y a 2 accès d'immeubles dans ce passage.

Mme Rouiller : C'est un point de vigilance de la Police Municipale de jour comme de nuit.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve les conventions telles que présentées ;
- Autorise Madame la Maire à signer tout document permettant de mener cette affaire.

101- Convention ATD place Gambetta

Rapporteur : M. Anthony WILLIAMS

La commune de Montpon-Ménestérol envisage l'aménagement des places Gambetta et de Metz. Une étude de faisabilité a été établie en mars 2023 par l'ATD 24. Elle a donné lieu à une estimation prévisionnelle des travaux pour un montant estimé de 1 093 000 € HT.

L'opération doit être désormais conduite par une équipe de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire.

Il est proposé de faire appel aux services de l'ATD24 pour élaborer le cahier des charges de la consultation, et assister le maître d'ouvrage pour la procédure de recrutement de l'équipe du maître d'œuvre de cette opération.

Ces données seront essentielles pour candidater à la DETR 2024 avant le 31 décembre 2023.

La rémunération hors taxe de l'ATD est fixée à 5 000.00 € HT.

Observations :

M. Salat : Je ne doute pas du travail mais vous nous demandez de voter sur 1 millions d'euros...

M. Williams : Mais là c'est la faisabilité qui va être étudiée.

M. Salat : Mais on a qu'un chiffre, encore une fois nous n'avons pas d'éléments. On va dire l'opposition est contre tout mais on ne participe à rien. Je ne doute pas de l'étude mais comment voulez-vous objectivement qu'on puisse se positionner ? Il y a une nécessité de faire mais vous excluez complètement l'opposition.

Mme Rouiller : On vous le présente.

M. Salat : Vous demandez à l'équipe de mandater l'ATD¹ pour travailler sur la faisabilité, je ne dis pas que le projet n'est pas bon, mais on ne sait pas ce que vous allez faire. Et je suis persuadé que certains de votre équipe n'ont pas vus les plans non plus !

Mme Rouiller : L'étude de faisabilité est un travail de projet sommaire pour 1 000 000 €. On doit aller chercher les subventions.

M. Salat : On nous dit au moment du vote qu'on peut consulter les plans !

Mme Rouiller : L'étude de faisabilité est faite par l'ATD, on va chercher à atteindre 80% de subventions. L'objectif c'est de missionner l'ATD pour élaborer un projet sommaire plus abouti pour affiner le financement. Ici ce n'est pas abouti, c'est normal, ce n'est que le début. Il faut cette délibération pour affiner le projet.

Mme Lagoubie : On aurait simplement pu avoir la projection du document de M. Williams. A juste titre, il y a besoin de travail. Je m'interroge sur la concertation des habitants autour de la place ?

Mme Rouiller : C'est l'objet de la mission de l'AMO².

Mme Lagoubie : Peut-on connaître le délai d'exécution ? Le chantier qui va s'ouvrir avec la démolition de la ZAC, avec des camions, est-ce que cela va se chevaucher ? N'est-il pas dangereux d'entamer ces gros chantiers dans le centre pour le commerce ? Quelles répercussions ?

Mme Rouiller : Pour la concertation c'est le travail de l'ATD, prévu dans le cahier des charges, elle aura lieu. Les travaux sont nécessaires, si on ne fait rien il n'y aura pas de soucis.

Mme Lagoubie : Cela n'a pas d'intérêt si c'est pour tuer le commerce montponnais !

¹ ATD : Agence technique départementale

² AMO : Assistance à maîtrise d'ouvrage.

Mme Rouiller : Il y aura un phasage des travaux au niveau des opérations, si on valide un APS³ pour la DETR⁴ 2024/2025. On peut envisager un début des travaux 2024 si c'est validé.

Mme Duhard : Je suis d'accord avec Franck et Laurence. On nous fait voter quelque chose, on ne sait pas de quoi il s'agit. Vous auriez pu nous présenter les grandes lignes. On a été stupéfait ! On vote mais on est au courant de rien.

Mme Rouiller : Il faut lancer les études ce n'est pas arrêté.

Mme Duhard : J'espère que la majorité est au courant du projet !

M. Haerrig : C'est « beautiful » !

M. Salat : Je ne dis pas que ce n'est pas nécessaire, c'est une excellente idée mais voter sans rien avoir. Mais néanmoins, on voit bien que vous avez des plans !

M. Chazeau : La convention est pour que nous puissions avoir un pré-projet ?

Mme Rouiller : Oui.

M. Chazeau : Cela va coûter 5 000 € et ce document ?

Mme Rouiller : Il a été réalisé par l'ATD et il a coûté environ 1 500 €. Et pour affiner il faut partir sur un APS pour demander la DETR.

M. Chazeau : On verse 6 500 € pour 2 études et qui a chiffré les 1 000 000 € ?

Mme Rouiller : C'est l'ingénieur de l'ATD.

M. Chazeau : Donc il y a un préprojet validé ?

Mme Rouiller : Oui.

M. Chazeau : Vous auriez pu nous le présenter !

Mme Rouiller : Les documents sont à disposition.

M. Chazeau : Mais voilà ! On représente une partie de la population, c'est comme la médaille. Je suis déstabilisé par cette façon de faire. On aurait pu être au courant, sans pour autant avoir participé à sa conception.

Mme Rouiller : M. Williams peut le présenter.

M. Chazeau : On aurait pu l'avoir avant, pour travailler les dossiers ensemble avant !

M. Salat : Vous oubliez très souvent que les deux oppositions représentent 60% de la population montponnaise. Vous ne respectez pas vos administrés.

M. Williams : La question que je pose est « comment informer l'opposition » ? Je peux vous faire des photocopies ?

Mme Lagoubie : Merci mais aussi une projection ira très bien pour des questions environnementales.

M. Williams : Je comprends bien le besoin d'information.

M. Salat : Est-ce qu'on a possibilité de reporter ce vote pour que l'opposition prenne connaissance de ce projet ?

Mme Rouiller : Non.

M. Salat : Donc nous voterons contre pour ce projet.

M. Lotterie : L'important c'est avancer.

M. Salat : Encore une fois je ne suis pas contre mais vous ne respectez pas vos administrés et on le fera savoir. On ne demande pas d'être associé mais au moins d'être informé.

Mme Rouiller : C'est une étude préliminaire et on souhaite présenter quelque chose d'abouti. L'idée n'est pas de cacher des choses, bien au contraire.

³ APS : Avant-projet Sommaire

⁴ DETR : Dotation d'équipement des territoires ruraux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

-15 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE (procuration à Mme Rozenn Rouiller), M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT (procuration à Mme Séverine GOULARD-MASSE), Mmes Josette CABROL (procuration à Monsieur Jean-Pierre DEYSARD), M. Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), M. Jean-Paul BOURDIE, Mme Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE.

-13 voix contre : MM. Gérard HAERRIG, Georges HERLEMONT, Laurent MARZAT, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Laurence LAGOUBIE, M. Bastien LEDOUX (procuration à M. Franck SALAT), M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à Mme Laurence LAGOUBIE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU (procuration à Mme Josiane DUHARD), Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

- Approuve la convention avec l'ATD 24 telle que présentée ;

- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer tout document relatif à ce dossier.

102- Vente d'un bien immobilier communal - Appartement rue de Verdun

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et notamment les articles L. 2141-1, L. 3211-14 et L. 3221-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L. 2241-1 ;

Vu les dispositions du titre VI du Code civil relatif à la vente ;

Madame la Maire indique que la commune souhaite mettre en vente l'appartement situé au 8B rue de Verdun, cadastré AC n°159, de type T5/T6 d'une surface de 106 m².

Considérant que ce bien immobilier appartient au domaine privé de la Commune ;

Considérant que le domaine privé communal étant soumis à un régime de droit privé, les biens qui le constituent sont aliénables et prescriptibles ;

Considérant que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du Conseil Municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles ;

Considérant que le Conseil Municipal délibère au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat ;

Considérant que la valeur vénale de ce bien a été estimée par France Domaine à 160 000 € (assorti d'une marge d'appréciation de 15%), par avis en date du 22 mars 2023 ;

La Commune souhaite faire appel aux agences immobilières de la commune pour procéder à la mise en vente de ce bien, sans mandat d'exclusivité ;

Observations :

M. Chazeau : N'est à la vente que l'appartement ?

Mme Rouiller : Oui.

M. Chazeau : Où est l'appartement d'urgence ?

Mme Rouiller : Actuellement il n'y en a plus.

Mme Duhard : Quelle est la raison de la vente ?

Mme Rouiller : Elle avait été discutée il y a un peu plus d'un an avec la majorité. On a eu du temps à avoir l'expertise des Domaines et il a été occupé comme logement d'urgence en décembre. La commune a eu des difficultés pour reloger les occupants du logement. S'il y a des situations d'urgences, la commune l'assumera.

Mme Duhard : Donc pas d'appartement d'urgence ?

Mme Rouiller : Pour le moment non, mais d'autres appartements communaux doivent se libérer donc on pourra peut-être voir pour un de ces appartements ? Sinon on tentera un relogement à l'hôtel, avec un fonds de dotation de relogement d'urgences.

Mme Duhard : Vu la proximité par rapport au foyer, n'est-il pas préférable de le garder ? Surtout qu'on garde le rez-de-chaussée.

Mme Rouiller : Le service de la trésorerie quitte au premier novembre et le devenir du rez-de-chaussée n'a pas été évoqué pour le moment. La commune n'a pas vocation à être bailleur.

M. Chazeau : Pourquoi ne pas le réhabiliter en habitation ?

Mme Rouiller : Ce sera à discuter.

M. Chazeau : Je trouve cela cavalier de couper le logement comme ça !

M. Guigné : Il faut créer une copropriété, à proximité du foyer avec les nuisances ?

Mme Lagoubie : La situation géographique du bâtiment permettrait d'en faire des locaux pour les associations ? Au foyer ils n'ont pas de place. Cela aurait pu être plus économique ?

Mme Rouiller : Pourquoi pas pour le rez-de-chaussée mais ça n'a pas été évoqué. Il faut en discuter. Et au niveau de l'appartement c'est vraiment un logement d'habitation pour y mettre les associations, cela sera compliqué. Vous savez toute la difficulté de l'étage pour l'accessibilité et les normes à respecter, notamment d'évacuation.

M. Haerrig : C'est intéressant pour le rez-de-chaussée mais le haut, ça va être compliqué. Et en même temps, tout garder ? Un appartement d'urgences avec 5 chambres ? Plus personne ne veut en repartir. Un logement d'urgences doit être intimiste.

M. Chazeau : Je doute que dans un tel immeuble, séparer les étages, ça me paraît un peu difficile. Si on veut garder le rez-de-chaussée pour les associations, est-ce que ça ne va être nuisible pour les propriétaires du haut ? Avec la hausse des problèmes de voisinage ? On devrait vendre la totalité ou pas du tout.

M. Williams : Je me demande si c'est le rôle de la commune d'avoir autant de bâtiments ?

M. Chazeau : Je suis d'accord mais pourquoi ne pas vendre l'entité ? Pour gagner peut-être un peu plus de sous ?

Mme Goulard : L'entrée est distincte du reste du bâtiment. Il n'y a pas de commun à gérer.

M. Salat : La mairie n'a pas vocation à être bailleur mais la proximité du foyer peut être un argument. Je ne serai pas favorable à cette vente à cause de cela.

Mme Goulard : En ville, les étages des immeubles appartiennent généralement à des propriétaires différents de ceux du rez-de-chaussée. C'est le cas pour la plupart des immeubles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

-19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE (procuration à Mme Rozenn Rouiller), M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT (procuration à Mme Séverine GOULARD-MASSE), Mme Josette CABROL (procuration à Monsieur Jean-Pierre DEYSARD), MM. Georges HERLEMONT,

Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE ;

-9 voix contre : Mme Laurence LAGOUBIE, M. Bastien LEDOUX (procuration à M. Franck SALAT), M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à Mme Laurence LAGOUBIE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU (procuration à Mme Josiane DUHARD), Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

- Décide la vente du bien sis 8B rue de Verdun à Montpon-Ménestérol portant la désignation cadastrale AC n°159 ;

- Autorise Madame la Maire, ou son représentant délégué à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la vente de cet immeuble, dans les conditions prévues au CGCT et dont l'acte sera dressé par un notaire dans les conditions de droit commun ;

- Fixe le prix initial de cession à la somme de 184 000 € (cent quatre-vingt-quatre mille euros) hors frais de négociation de l'agence immobilière et de notaire ;

- Autorise Madame la Maire à accepter une négociation de la part de l'acquéreur n'allant pas en dessous de l'avis du Service des Domaines ;

- Dit que l'acquéreur règlera en sus les frais d'agence et de notaire ;

- Fixe au nom de la commune les conditions suspensives suivantes :

- Compromis de vente d'une durée de 6 mois, avec possibilité de reconduction expresse et pour une même durée maximum.

Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer tout compromis de vente, l'acte notarié ainsi que tout document se rapportant à cette transaction.

103- Adoption de l'instruction M57

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER

Madame la Maire présente le rapport suivant :

Rappel du contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, précisé par le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, les collectivités territoriales peuvent par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite entre la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP), les associations d'élus et acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici le 1^{er} janvier 2024

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (communes et établissement publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est voté soit par nature, soit par fonction.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget principal, le budget annexe Cinéma Le Lascaux ainsi que le budget annexe Spectacles Locations et Manifestations Diverses à compter du 1^{er} janvier 2024.

1- En matière de gestion pluriannuelle des crédits :

La M57 définit les autorisations de programme (AP) et des autorisations d'engagement (AE) ; Elle prévoit que les AP et les AE soient votées lors d'une étape budgétaire (budget primitif, décision modificative, budget supplémentaire), que l'assemblée se dote d'un règlement budgétaire et financier fixant notamment les règles des AP et des AE et une présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif

2- Application de la fongibilité des crédits :

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire. Une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. **L'autorisation de procéder à de tels virements de crédits devra être donnée à l'occasion du vote du budget.** Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

3- Fixation du mode de gestion des amortissements en M57 :

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations et subventions.

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement prorata temporis est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date de mise en service de l'immobilisation.

4- En matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues :

La M57 prévoit la possibilité de voter des autorisations de programme et des autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections. Les mouvements sont pris en compte dans le plafond des 7,5 % relatif à la fongibilité des crédits.

Le règlement budgétaire et financier :

Le référentiel M57 impose l'adoption d'un règlement budgétaire et financier. Ce règlement formalise et précise les principales règles budgétaires et financières qui encadrent la gestion de la Commune et permet de regrouper dans un document unique les règles fondamentales auxquelles sont soumis l'ensemble des acteurs intervenant dans le cycle budgétaire.

En tant que document de référence, il a pour principal objectif de renforcer la cohérence et l'harmonisation des pratiques de gestion. Le règlement assure la permanence des méthodes et la sécurisation des procédures. Il pourra être actualisé en fonction des l'évolution des dispositions législatives et réglementaires et pour tenir compte de la nécessaire adaptation des règles de gestion.

Ceci étant exposé,

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu l'avis du comptable public en date du 08 juin 2023 pour l'application du référentiel M57 avec le plan comptable développé pour la Commune de Montpon-Ménestérol au 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant que le passage à la M 57 oblige également la Commune à adopter un règlement budgétaire et financier (annexé à la présente délibération).

Observations :

M. Chazeau : Dans le règlement, à la page sur le DOB, est-ce que désormais il y aura vote du DOB ou toujours prise d'acte ?

Mme Rouiller : Mme Goubier va vous répondre.

Mme Goubier : Non pas de changement de ce côté-là, cela reste une prise d'acte.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Article 1 : adopte, à compter du 1^{er} janvier 2024, la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée.

Article 2 : que la nomenclature M57 s'appliquera aux budgets suivants :

- Budget principal
- Budget annexe Cinéma le Lascaux
- Budget annexe Spectacles Locations Manifestations Diverses

Article 3 : maintient le vote des budgets par nature et de retenir les modalités de vote de droit commun, soit un vote au niveau du chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement ;

Article 4 : Le règlement budgétaire et financier, annexé à la présente délibération, est adopté et sera applicable au 1^{er} janvier 2024.

Article 5 : La Maire est autorisée à procéder, à compter du 1^{er} janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Article 6 : calcule l'amortissement des subventions d'équipement versées ou des immobilisations selon la méthode linéaire en année pleine

Article 7 : autorise Madame la Maire à mettre en œuvre les procédures nécessaires à ce changement de nomenclature budgétaire et comptable et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

104- Budget Principal – Apurement du compte 1069 – Passage à la nomenclature M57

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER

Au vu de la mise en place à compter de 2024 du nouveau référentiel comptable M57 dans le cadre de l'expérimentation du Compte Financier Unique. Ce changement de nomenclature comptable implique d'atteindre plusieurs prérequis dont celui d'apurer le compte 1069 « Reprise

1997 sur excédents capitalisés – Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits », inexistant en M57.

Le compte 1069, compte non budgétaire, a participé au dispositif, mis en place en 1997, d'aide à la transition entre les dispositions budgétaires et comptables des instructions M11-M12 et celles issues de la M14.

Ce compte a ainsi pu être mouvementé en 1997 afin d'éviter que l'introduction du principe de rattachement des charges à l'exercice n'entraîne un accroissement des charges lors du premier exercice d'application de la M14.

Il subsiste au compte 1069 du budget principal de la commune un solde débiteur d'un montant de 84 406.17 € qui doit donc faire l'objet d'un apurement en vue du passage à la M57.

Il convient d'apurer ce compte 1069 par l'émission d'un mandat au compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » pour un montant de 84 406.17 € (opération d'ordre semi-budgétaire). Le comptable public prendra en charge ce mandat et émargera par crédit le compte 1069.

Observations :

Mme Duhard : Cela va passer du compte 1069 au 1068 ? Mais ce compte était débiteur ?

Mme Rouiller : C'était un compte sur les amortissements. C'est virtuel.

Mme Duhard : Mais le solde est bien débiteur ?

M. Chazeau : Donc on gomme 84 000 € comme ça ?

Mme Rouiller : C'est budgétaire, c'est un ajustement demandé par la DGFIP. Les modes d'enregistrement ont changé à l'époque. C'est un reliquat depuis 1997. C'est comme le passage à la M57.

M. Chazeau : Ok mais gommer 84 000 € ?

Mme Duhard : Et sur le 1068 ? il sera à zéro ?

M. Lotterie : Il n'y a aucune conséquence, c'est une opération d'ordre. On va passer ½ heure à expliquer, c'est une réglementation. Une opération d'ordre c'est une régularisation entre sections. C'est une correspondance comptable.

Mme Duhard : D'autres collectivités ont prévu de le faire sur 3 ans, pourquoi pas nous ?

Mme Rouiller : On souhaite traiter la question une fois pour toute.

M. Lotterie : Les formations pour les élus existent.

M. Chazeau : Il faut être à la retraite pour pouvoir y aller.

M. Lotterie : A l'époque les organismes de formation pour les élus existaient. On avait financé 1 200 €/an de formation pour les élus. La formation des élus est une bonne chose.

Mme Duhard : On est dans l'opposition et on travaille !

M. Lotterie : Oui mais le conseil n'est pas là pour former les élus. Ce n'est pas nouveau tout ça.

Mme Duhard : On utilise quand même la M14 depuis longtemps.

Mme Rouiller : L'apurement se fait parce qu'on change. Mais il y a eu d'autres. Mme Goubier et Mme Bournet pourront expliquer aux élus qui le souhaitent.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

-19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE (procuration à Mme Rozenn Rouiller), M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS,

Mme Monique VERT (procuration à Mme Séverine GOULARD-MASSE), Mme Josette CABROL (procuration à Monsieur Jean-Pierre DEYSARD), MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE ;

-9 abstentions : Mme Laurence LAGOUBIE, M. Bastien LEDOUX (procuration à M. Franck SALAT), M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à Mme Laurence LAGOUBIE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU (procuration à Mme Josiane DUHARD), Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

- Autorise Madame le Maire à procéder à l'apurement du compte 1069 d'un montant de 84 406.17 € (Quatre-vingt-quatre mille quatre cent six euros et dix-sept centimes) par un mandat au compte 1068 ;

- Donne tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération ;

- Autorise Madame la maire à inscrire les crédits nécessaires aux comptes 1068 du Budget 2023.

105- Budget principal – Décision modificative n° 3

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER

Lors de l'assemblée du 12 juin 2023, le Conseil Municipal a approuvé la révision de la fixation libre de l'attribution de compensation de la commune de Montpon-Ménestérol concernant la Maison France Services.

Il convient donc d'inscrire les crédits nécessaires au Budget Principal.

En conséquence, la décision modificative suivante est nécessaire :

Augmentation de crédits n° 3 Budget Principal	DEPENSES			RECETTES		
	Compte	Fct.	Montant	Compte	Fct.	Montant
Attribution de compensation	739211	01	+ 16 300,00			
Dotation forfaitaire				73111	01	+ 16 300,00
FONCTIONNEMENT			+ 16 300,00			+ 16 300,00

Observations :

Mme Lagoubie : Je suis simplement contre le système des Maisons France Service simplement.

M. Lotterie : Moi aussi, je préférerais que l'Etat fasse son boulot !

Mme Lagoubie : C'est la défaillance du service public !

M. Lotterie : Mais ce service est indispensable pour les personnes de notre territoire.

Mme Lagoubie : Pour pallier les manquements de l'état. La population doit comprendre qu'on favorise la désertion de l'Etat.

M. Lotterie : Notre population en a besoin malgré tout.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

-27 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE (procuration à Mme Rozenn Rouiller), M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT (procuration à Mme Séverine GOULARD-MASSE), Mme Josette

CABROL (procuration à Monsieur Jean-Pierre DEYSARD), MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Bastien LEDOUX (procuration à M. Franck SALAT), Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à Mme Laurence LAGOUBIE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU (procuration à Mme Josiane DUHARD), Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

- 1 voix contre : Mme Laurence LAGOUBIE ;
- Approuve la décision modificative n° 3 pour le Budget Principal.

106- Participation à la politique tarifaire du dispositif d'éducation aux images « Passeurs d'images » 2023

Rapporteur : Mme Anne GRENET

Madame Grenet expose que la politique tarifaire du dispositif d'éducation aux images consiste en l'édition et la diffusion de chèques cinéma auprès des porteurs d'un projet d'éducation aux images soutenu par le dispositif « Passeurs d'images ».

Les chèques sont destinés **aux jeunes de moins de 25 ans** ayant difficilement accès aux salles de cinéma.

Chaque chèque cinéma donne droit à une réduction de 2 € sur le tarif réduit pratiqué par les salles de cinéma. Ces chèques cinéma sont remboursés par la coordination régionale ALCA (Agence Livre, Cinéma et Audiovisuel en Nouvelle-Aquitaine) à l'exploitant à l'issue de l'opération, sur **présentation d'une facture et des coupons (d'une valeur de deux euros) impérativement tamponnés** par les structures chargées de leur diffusion et par le cinéma qui les reçoit.

Ces tarifs sont valables tous les jours, à toutes les séances, du 1^{er} juillet au 31 décembre 2023.

En liaison avec les structures relais, la salle de cinéma s'engage à :

- **Accepter et/ou diffuser** les chèques cinéma aux bénéficiaires de l'opération, en veillant à assurer une distribution structurée et pertinente ;
- S'assurer que **les structures de diffusion de la ville ont apposé leur tampon ;**
- **Apposer le tampon de la salle de cinéma ;**
- **Communiquer la liste des films visionnés** grâce aux coupons Passeurs d'Images.

Observations :

M. Chazeau : Les chèques sont pour les moins de 25 ans ? Quelles sont les conditions d'accès ?
Mme Rouiller : Uniquement l'âge.

M. Chazeau : Je demande car dans certains établissements c'est couplé avec une carte de bibliothèque par exemple.

Mme Grenet : D'accord mais ça n'est pas prévu.

M. Williams : La mention « difficilement accès aux cinéma », j'aurais plutôt aimer voir « difficultés économiques ».

M. Chazeau : C'est juste que je connais des structures qui pratiquent le couplage avec la médiathèque par exemple.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte la participation à la politique tarifaire du dispositif d'éducation aux images « Passeurs d'images » 2023 ;
- Autorise Madame la Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

107- Bibliothèque municipale – Modification des tarifs

Rapporteur : Mme Anne GRENET

Madame Grenet explique que le tarif actuel d'adhésion à la bibliothèque municipale est fixé à 7€ par an et par famille et la gratuité pour les minima sociaux.

Il est proposé de mettre en place la gratuité de l'adhésion pour tous.

Vu la délibération 145/2012 du 18 décembre 2014 instituant le tarif de 7€ par an et par famille ainsi que la gratuité pour les minima sociaux,

Observations :

M. Chazeau : Je ne suis pas contre du tout. C'est quelque chose qui se fait, comme je l'ai signalé. Entre ce qu'on perçoit et ce qui est donné au service de la bibliothèque, c'est une goutte d'eau. Quel est le budget précis de la bibliothèque ? Fonctionnement et investissement ?

Mme Rouiller : Je ne connais pas le chiffre exact mais environ 12 000 € de livres par an...

M. Lotterie : Aussi 2 agents rémunérés...

Mme Rouiller : 3 agents, 2 agents à 35h et 1 agent partagé avec le service culturel. Pour l'investissement il y a le changement du logiciel Orphée, c'est variable mais de l'ordre d'environ 5 000 €. Il y a eu des travaux structurants les exercices passés, comme le cinéma et les bureaux de la bibliothèque il y a environ 3 ans (peinture, sols) et là c'est à voir. Il y a des études en cours pour un passage caméra dans les réseaux et des travaux l'an dernier par rapport à un problème de fuite d'eau. C'est un investissement bâtiment.

M. Chazeau : Le passage à la gratuité c'est pour qui ?

Mme Grenet : Pour tous !

M. Chazeau : Même si j'habite à Tataouine sur mouillette ?

Mme Rouiller : Pour les habitants de la Dordogne.

M. Chazeau : C'était pour connaître le rayonnement. Il faut donc justifier d'un domicile dans le département.

Mme Rouiller : C'est une compétence départementale principalement. On ne va pas exclure les gens. Cela implique principalement les habitants de la Dordogne.

M. Chazeau : Vous pouvez aussi ne pas suivre la BDP⁵.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve le principe de la gratuité de l'adhésion à la bibliothèque municipale pour tous à compter du 1^{er} septembre 2023 ;
- Modifie en conséquence le règlement intérieur de la bibliothèque ;
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche nécessaire et à signer tout document relatif à cette question.

⁵ Bibliothèque départementale de prêt.

108- Adhésion aux services de l'ATD24 – Applications métiers et Bureau Virtuel**Rapporteur** : Mme Rozenn ROUILLER

Madame la Maire explique que la commune de Montpon-Ménestérol souhaite renouveler son infrastructure informatique interne dans un contexte où l'équipement actuel (serveur et contrat associé) arrive à expiration fin 2023.

D'autre part, des logiciels nécessitent d'être changés dû à leur obsolescence, notamment le logiciel de gestion des cimetières.

Cette infrastructure comprend la gestion des utilisateurs, un système de fichiers partagés, la mise à disposition de logiciels métiers et de la messagerie électronique.

L'Agence Technique Départementale, en partenariat avec le Conseil Départemental de la Dordogne, propose un service basé sur le travail collaboratif et mobile, disponible depuis le portail « Territoires Numériques Dordogne », outil de convergence des services de l'ATD 24.

Ce service est actuellement utilisé par environ 1 000 collectivités sur le département de la Dordogne.

Etant donné les besoins de la collectivité, l'offre combinée Office 365 et Bureau Virtuel semble la plus adaptée au contexte. Il est donc préconisé de développer le projet pour les utilisateurs de la collectivité.

Observations :

M. Chazeau : On adhère à l'ATD ? Je suis surpris qu'on paye une cotisation. En annexe, nous avons un catalogue de prix, l'ATD est un établissement public ?

Mme Rouiller : Oui qui dépend du Conseil départemental et qui propose des prestations.

M. Chazeau : Je trouve que chaque prestation coûte un ongle de pied !

Mme Rouiller : Le logiciel cimetière, indépendant, coûte 15 000 € à lui seul. Ici c'est nettement moins important. L'ATD propose des tarifs compétitifs et surtout avec un accompagnement. Les logiciels sont utilisés par quasiment toute la Dordogne, cela permet de faciliter les remplacements par l'uniformisation des logiciels.

M. Chazeau : Est-ce que l'ATD va travailler avec la société qui gère la maintenance informatique ?

Mme Rouiller : Non l'idée est de le résilier car elle n'apporte pas de satisfaction (réponse à 10 jours) et là on passerait à l'ATD où le temps d'aide est d'environ ½ journée.

M. Chazeau : Donc tout sera fourni par le département ?

Mme Rouiller : On aura plus de serveur. Les agents auront besoin d'un ordinateur de base pour se connecter au data center du département. On gardera un serveur en dépannage et une ligne internet de base pour maintenir le service public en cas de panne.

M. Chazeau : Comme on parle souvent de la mutualisation, est-ce que la CC IDL est dans la même démarche ?

M. Lotterie : Pas pour le moment, c'est une réflexion à mener à la CC IDL. Nous n'avons pas les mêmes besoins mais il va falloir qu'on s'y mette aussi. On règle les problèmes les uns après les autres.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

-24 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE (procuration à Mme Rozenn Rouiller), M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT (procuration à Mme Séverine GOULARD-MASSE), Mme Josette CABROL (procuration à Monsieur Jean-Pierre DEYSSARD), MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Madame Laurence LAGOUBIE, MM. Bastien LEDOUX (procuration à M. Franck SALAT), Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à Mme Laurence LAGOUBIE), M. Fabrice GUIGNE ;
-4 voix contre : Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU (procuration à Mme Josiane DUHARD), Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

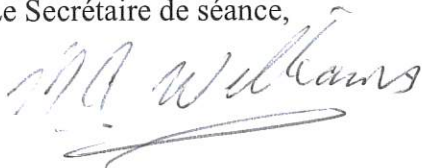
-Approuve le partenariat avec l'ATD 24 pour le renouvellement de l'infrastructure informatique de la commune ;
- Autorise Madame la Maire, ou son représentant délégué, à signer tout document pour mener à bien ce dossier.

• Questions écrites

Néant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h44.

Le Secrétaire de séance,



Anthony WILLIAMS



La Maire,



Rozenn ROUILLER